

Le Quotidien

Statistique Canada

Le lundi 27 septembre 2004

Diffusé à 8 h 30, heure de l'Est

COMMUNIQUÉS PRINCIPAUX

Décès, 2002
 Selon de nouvelles données sur la mortalité, l'espérance de vie à la naissance a augmenté seulement chez les hommes en 2002, de sorte que l'écart entre les femmes et les hommes

AUTRES COMMUNIQUÉS

n'est plus que de 4,9 ans.

Étude : Inégalité des quartiers et autoévaluation de l'état de santé

Étude : Impact d'Internet à large bande sur les technologies de l'information et des communications,
2003

Enquête sur les entrepreneurs autochtones, 2002

findice des prix des produits agricoles, juillet 2004

Statistiques des transports en Amérique du Nord

5

5

5

5

6

7

Statistiques des transports en Amérique du Nord

NOUVEAUX PRODUITS

10

2





COMMUNIQUÉS PRINCIPAUX

Décès

2002

Selon de nouvelles données sur la mortalité, l'espérance de vie à la naissance a augmenté seulement chez les hommes en 2002, de sorte que l'écart entre les femmes et les hommes n'est plus que de 4,9 ans.

Les hommes nés en 2002 peuvent s'attendre à vivre jusqu'à 77,2 ans, en hausse de 0,2 an par rapport à 2001. Il s'agit d'un niveau record. En ce qui a trait aux femmes, l'espérance de vie à la naissance est demeurée inchangée (82,1 ans). Pour les deux sexes confondus, l'espérance de vie à la naissance s'est établie à 79,7 ans en 2002, en hausse de 0,1 an par rapport à 2001, résultat entièrement attribuable à la croissance de l'espérance de vie des hommes.

De 1979 à 2002, l'espérance de vie des hommes a augmenté de 5,8 ans, tandis que celle des femmes s'est accrue de 3,3 ans.

L'espérance de vie des personnes âgées augmente

En 2002, l'espérance de vie à 65 ans s'est accrue seulement chez les hommes. Leur espérance de vie a augmenté de 0,1 an, tandis que les femmes âgées n'ont pas enregistré d'augmentation. À 65 ans, l'écart entre l'espérance de vie des femmes et celle des hommes est de 3,4 années en faveur des femmes.

Selon les taux de mortalité de 2002, à 65 ans, les hommes canadiens pouvaient s'attendre à vivre encore 17,2 ans en moyenne. Par contre, leurs homologues de sexe féminin pouvaient s'attendre à vivre encore 20,6 ans en moyenne.

À 65 ans, l'espérance de vie pour les deux sexes confondus était de 19,1 ans.

Depuis 1979, l'espérance de vie des hommes à 65 ans a augmenté de 2,6 ans, tandis que celle des femmes s'est accrue de 1,6 an.

Taux de mortalité infantile

Le taux de mortalité infantile, soit les décès au cours de la première année de vie, a augmenté en 2002 pour passer à 5,4 décès pour chaque 1 000 naissances vivantes, en hausse par rapport à 5,2 décès en 2001. L'augmentation était entièrement attribuable à la mortalité infantile féminine.

Le taux de mortalité infantile féminine est passé à 4,9 décès pour 1 000 naissances vivantes, en hausse par rapport à 4,6 décès en 2001. Le taux de mortalité infantile masculine est demeuré stable, s'établissant à 5,8 décès.

L'augmentation du taux de mortalité infantile était entièrement attribuable aux décès de nouveau-nés âgés de moins d'un jour. En 2002, le taux de décès de ces nouveau-nés est passé à 2,5 décès pour 1 000 naissances vivantes, en hausse par rapport à 2,3 décès l'année précédente.

L'augmentation du taux de mortalité infantile était particulièrement marquée en Alberta, où il est passé de 5,6 à 7,3 décès pour 1 000 naissances vivantes. Le taux de mortalité infantile en Alberta a augmenté au cours de trois des quatre dernières années, à la suite d'une période de décroissance continue, pour atteindre un niveau de 4,8 décès infantiles pour 1 000 naissances vivantes en 1997 et en 1998. En 2002, le nombre et le taux de mortalité infantile ont atteint des niveaux non observés depuis 1994.

La plus grande partie de l'augmentation du taux de mortalité infantile en Alberta était attribuable aux décès de nouveau-nés âgés de moins d'un jour. Leur taux de mortalité est passé à 3,5 décès pour 1 000 naissances vivantes, comparativement à 2,3 décès en 2001.

Selon des chercheurs, les faibles poids à la naissance et les naissances avant terme sont des facteurs qui mettent les enfants à risque élevé de décès. Les données sur les naissances en Alberta de 1979 à 2002 montrent que cette province a des niveaux systématiquement plus élevés de naissances avant terme et de faibles poids à la naissance que l'ensemble du Canada.

En 2002, 8,6 % des nouveaux-nés en Alberta étaient nés avant terme, c'est-à-dire, à moins de 37 semaines de gestation. Au Canada, 7,5 % des nouveaux-nés étaient nés avant terme. En Alberta, 6,5 % avaient de faibles poids à la naissance, soit moins de 2 500 grammes, en comparaison avec 5,7 % des nouveaux-nés au Canada.

Le nombre de décès est en hausse

Le nombre de décès au Canada a augmenté de 1,9 % en 2002, poursuivant une tendance à la hausse à long terme. Au total, 223 603 personnes sont décédées, comparativement à 219 538 l'année précédente.

Le nombre de décès a augmenté dans chaque province et territoire. Des hausses supérieures au niveau national ont été enregistrées à l'Île-du-Prince-Édouard, au Québec, en Saskatchewan,

en Alberta, en Colombie-Britannique et dans les trois territoires.

Le taux comparatif de mortalité augmente chez les femmes

En 2002, le taux comparatif de mortalité, qui permet de tenir compte de l'effet du vieillissement de la population, a augmenté chez les femmes pour la première fois en neuf ans. Il s'est établi à 485,7 décès pour 100 000 habitantes.

Ce taux a diminué progressivement chaque année depuis son dernier sommet atteint en 1993 quand il s'est établi à 540,2 décès. Chez les hommes, le taux comparatif de mortalité a continué de reculer en 2002, passant à 747,8 décès pour 100 000 habitants. Il s'agit d'une baisse par rapport au dernier sommet (902,1 décès) atteint en 1993.

Au total, 110 337 femmes sont décédées en 2002, en hausse de 2,6 % par rapport à l'année précédente. Le nombre d'hommes qui sont décédés a augmenté de 1,1 % pour s'établir à 113 266.

Le ratio des décès hommes-femmes a presque atteint l'équilibre. Ainsi, en 2002, tout juste un peu plus de la moitié (51 %) des personnes décédées étaient des hommes. Trois décennies plus tôt, en 1972, on associait aux hommes 58 % des décès et aux femmes, 42 %.

Les hommes étaient beaucoup plus susceptibles que les femmes d'avoir eu un conjoint au moment de leur décès.

En 2002, presque 56 % des hommes qui sont décédés étaient mariés au moment de leur décès, soit le double de la proportion de 27 % chez les femmes. Toutefois, 54 % des femmes étaient veuves, tandis que 18 % seulement des hommes étaient veufs.

Le tiers des décès sont attribuables aux maladies de l'appareil circulatoire

Plus de 74 600 décès, soit le tiers de tous les décès survenus en 2002, étaient attribuables aux maladies de l'appareil circulatoire. Les tumeurs malignes (cancer) ont été la cause de 65 103 décès (29 %). Les maladies de l'appareil circulatoire et le cancer confondus ont été la cause d'environ les deux tiers des décès. Cette proportion demeure relativement inchangée depuis plusieurs années.

Les décès attribuables aux maladies de l'appareil circulatoire sont en baisse depuis plusieurs années. En 2002, elles ont encore reculé de 0,3 %.

Le nombre de décès attribuables au cancer a augmenté de 2,1 %, poursuivant également une tendance à long terme. Toutefois, le taux comparatif de mortalité par cancer a diminué de nouveau en 2002,

passant à 178,2 décès pour 100 000 habitants. Ce taux a atteint un sommet en 1988 (196,8 décès).

Forte augmentation du nombre de décès attribuables au diabète

En 2002, le diabète sucré a été la cause de plus de 7 800 décès au Canada, ce qui représente une hausse marquée de 10,9 % par rapport à 2001. Elle fait suite à la forte augmentation de 5,7 % enregistrée de 2000 à 2001. Les décès attribuables au diabète, qui ont augmenté au cours de 8 des 10 dernières années, étaient en hausse de 75,8 % par rapport à 1992.

En 2003, les résultats de l'Enquête nationale sur la santé de la population et de l'Enquête sur la santé dans les collectivités canadiennes montrent que la proportion de la population canadienne de 12 ans et plus qui déclare être atteinte du diabète comme problème de santé chronique a augmenté, passant de 3,0 % en 1994-1995 à 4,6 % en 2003.

En 2002, les taux comparatifs de mortalité par diabète sont passés à 20,9 décès pour 100 000 habitants, en hausse par rapport à 19,3 décès en 2001 et à 18,9 décès en 2000.

Les décès dus au cancer sont principalement liés à quatre sièges

La moitié des décès par cancer étaient attribuables à une tumeur maligne localisée dans l'un de quatre sièges suivants, soit le poumon, le côlon et le rectum, le sein chez la femme et la prostate chez l'homme.

En 2002, 7 023 décès étaient attribuables au cancer colorectal, ce qui représente une augmentation de 5,9 % par rapport à 2001. Les taux comparatifs de mortalité par cancer colorectal ont augmenté tant chez les hommes que chez les femmes.

Chez les hommes, 3 708 décès étaient attribuables au cancer de la prostate en 2002, ce qui représente une baisse de 3,1 % par rapport à 2001. Le taux comparatif de mortalité par cancer de la prostate a régressé, passant de 26,9 décès pour 100 000 habitants à 25,2 décès.

En 2002, 4 977 femmes ont été emportées par le cancer du sein, ce qui représente une légère hausse de 0,2 % par rapport à 2001. Le taux comparatif de mortalité par cancer du sein chez la femme a fléchi en 2002, passant de 25,0 décès pour 100 000 habitantes à 24,4.

Les décès attribuables au cancer du poumon, de même que les taux comparatif de mortalité, ont continué d'augmenter tant chez les hommes que chez les femmes. Au total, 17 188 hommes et femmes ont été emportés par le cancer du poumon en 2002. Le taux comparatif de mortalité est passé de 47,3 décès pour 100 000 habitants à 47,8.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 3233.

La publication *Décès, 2002* (84F0211XIF, gratuite) est maintenant accessible en ligne. À la page *Nos produits et services*, sous *Parcourir les publications Internet*, choisissez *Gratuites*, puis *Population et démographie*.

Pour des renseignements généraux ou pour commander des totalisations spéciales, communiquez

avec les Services à la clientèle au (613) 951-1746 (hd-ds@statcan.ca). Pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes ou la qualité des données, communiquez avec Patricia Tully au (613) 951-1759 (patricia.tully@statcan.ca) ou avec Leslie Geran au (613) 951-5243 (leslie.geran@statcan.ca), Division de la statistique de la santé.

Décès

	Nombre de décès					
	2001	2002	2001 à 2002			
			variation en pourcentage			
Canada ¹	219 538	223 603	1,9			
Terre-Neuve-et-Labrador	4 151	4 183	0,8			
Île-du-Prince-Édouard	1 160	1 236	6,6			
Nouvelle-Écosse	7 879	7 997	1,5			
Nouveau-Brunswick	6 062	6 096	0,6			
Québec	54 194	55 534	2,5			
Ontario	81 214	82 234	1,3			
Manitoba	9 734	9 849	1,2			
Saskatchewan	8 740	8 906	1,9			
Alberta	17 579	18 234	3,7			
Colombie-Britannique	28 353	28 883	1,9			
Yukon	134	147	9,7			
Territoires du Nord-Ouest	163	169	3,7			
Nunavut	123	127	3,3			

Le total pour le Canada inclut les décès des résidents canadiens pour lesquels on ne connaît pas la province ou le territoire de résidence. Il y en a eu 8 en 2002 et 52 en 2001.

Espérance de vie à la naissance¹

	Espérance	Espérance de vie à la naissance, 2002			Espérance de vie à 65 ans, 2002		
	Les deux sexes	Hommes	Femmes	Les deux sexes	Hommes	Femmes	
	en années en années						
Canada	79,7	77,2	82,1	19,1	17,2	20,6	
Terre-Neuve-et-Labrador	78,3	75,7	80,9	17,6	15,8	19,3	
Île-du-Prince-Édouard	78,8	76,2	81,3	18,0	16,3	19,5	
Nouvelle-Écosse	79,0	76,4	81,5	18,3	16,4	20,0	
Nouveau-Brunswick	79,3	76,5	82,0	18,5	16,6	20,2	
Québec	79,4	76,6	82,0	18,8	16,6	20,5	
Ontario	80,1	77,7	82,2	19,1	17,5	20,6	
Manitoba	78,7	76,2	81,1	18,8	16,9	20,4	
Saskatchewan	79,1	76,3	82,0	19,1	16,8	21,2	
Alberta	79,7	77,4	81,9	19,3	17,6	20,8	
Colombie-Britannique	80,6	78,2	82,9	19,8	18,2	21,1	
Yukon ²	76,7	73,9	80,3	17,3	15,6	19,5	
Territoires du Nord-Ouest ²	75,8	73,2	79,6	16,2	14,5	19,2	
Nunavut ²	68,5	67,2	69,6	11,9	12,3	11,2	

^{1.} L'espérance de vie est calculée d'après les données sur les naissances et les décès dont sont exclues les mortinaissances, les naissances et les décès de non-résidents du Canada et de résidents du Canada dont on ne connaît pas la province ou le territoire de résidence, ainsi que les décès pour lesquels on ne connaît pas l'âge de la personne décédée. La variation de l'espérance de vie entre les hommes et les femmes est calculée d'après des chiffres non arrondis.

^{2.} Les données sur l'espérance de vie présentées pour le Yukon, les Territoires du Nord-Ouest et le Nunavut doivent être interprétées avec prudence, étant donné les petits nombres de naissances et de décès sur lesquels elles sont fondées.

AUTRES COMMUNIQUÉS

Étude : Inégalité des quartiers et autoévaluation de l'état de santé

Une nouvelle étude révèle que les personnes qui ont un faible revenu se disent être en passablement meilleure santé lorsqu'elles vivent dans le même quartier que des personnes plus fortunées et plus scolarisées qu'elles.

L'étude vise à établir si l'état de santé déclaré par les répondants est associé à l'agencement de revenu et de scolarité de leur quartier résidentiel, en plus d'examiner la théorie bien établie selon laquelle les personnes dont le revenu est plus élevé auraient tendance à être en meilleure santé.

L'analyse est fondée sur l'Enquête nationale sur la santé de la population de 1996-1997, en plus des données sur les quartiers en fonction des secteurs de recensement. L'échantillon de l'étude comprend plus de 34 000 personnes vivant dans 3 044 secteurs de recensement dans les 25 plus grandes régions métropolitaines de recensement du Canada.

L'étude a révélé que la plupart des quartiers de ces grands centres urbains sont économiquement hétérogènes, affichant presque autant de variation de revenus au sein d'un quartier donné que dans l'ensemble de la ville. Autrement dit, les plus grandes villes du Canada n'ont pas beaucoup de quartiers où la majorité des résidents ont soit un faible revenu, soit un revenu élevé. En fait, la plupart des personnes à faible revenu de ces villes ne vivent pas dans des quartiers dont la plupart des résidents ont un faible revenu.

De nombreuses études antérieures se sont concentrées sur la relation entre l'inégalité du revenu au sein d'une communauté et l'état de santé, avançant l'hypothèse que l'inégalité marquée entraîne des résultats négatifs quant à l'état de santé. La plupart des études n'ont pas réussi à établir un rapport entre l'inégalité du revenu et l'état de santé, une fois que les caractéristiques socio-économiques individuelles de chacun ont été prises en considération.

Les résultats de cette étude reviennent à dire que, lorsqu'on tient compte des caractéristiques socioéconomiques individuelles des personnes, l'inégalité élevée des revenus au niveau du quartier n'est pas associée à une autoévaluation moindre de l'état de santé.

Toutefois, dans les quartiers qui ont une grande proportion de familles à l'aise et de personnes qui possèdent un niveau de scolarité élevé, l'autoévaluation de l'état de santé des personnes à faible revenu était supérieure que chez leurs homologues des quartiers plus pauvres.

Ces résultats suggèrent que les personnes à faible revenu qui vivent dans des quartiers où habitent des familles plus instruites et à l'aise peuvent tirer profit de ressources communautaires plus abondantes, comme les installations récréatives, les écoles et les services aux familles et de santé.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 3236.

Le document de travail intitulé *Inégalités au niveau des quartiers, privation relative et état de santé autoévalué*, n° 228 (11F0019MIF2004228, gratuit) est maintenant accessible en ligne. Pour consulter la série de documents de recherche de la Direction des études analytiques, sélectionnez *Études* dans le menu de gauche de la page d'accueil, puis, sous la rubrique *Parcourir les périodiques et les séries analytiques*, cliquez sur *Gratuits et payants*. Sous *Séries*, sélectionnez *Direction des études analytiques*.

Pour plus de renseignements, ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec John Myles au (416) 323-0070 (johnf.myles@statcan.ca), Analyse des entreprises et du marché du travail.

Étude : Impact d'Internet à large bande sur les technologies de l'information et des communications

2003

La possibilité d'accéder à Internet à des vitesses beaucoup plus élevées permet aux entreprises d'utiliser plus efficacement les technologies de l'information et des communications (TIC) de pointe, selon une nouvelle étude sur l'utilisation de ces technologies par les entreprises canadiennes.

L'article analytique, «Internet à large bande : plus de limite de vitesse pour les entreprises canadiennes», compare l'adoption des TIC par les entreprises qui utilisent Internet haute vitesse à celles qui utilisent plutôt Internet faible vitesse.

L'utilisation d'Internet haute vitesse est un élément clé pour toute entreprise qui tente d'exploiter efficacement les autres technologies de pointe, comme les sites Web, les intranets et les extranets et la vente en ligne. Cela est aussi valable pour les entreprises de toute taille.

De plus, les petites entreprises qui utilisaient Internet haute vitesse se comparaient davantage aux grandes entreprises canadiennes pour ce qui est de l'utilisation des TIC de pointe. Les entreprises qui optent pour Internet haute vitesse peuvent aussi explorer d'autres avantages technologiques qui leur sont disponibles.

Les services Internet à large bande ont rapidement gagné en popularité au Canada, leur utilisation augmentant à chaque année pour lesquelles des données ont été recueillies par l'Enquête sur le commerce électronique et la technologie. En 2001, 48 % des entreprises utilisaient Internet haute vitesse. En 2003, ce taux avait augmenté pour atteindre 66 %.

En 2003, 50 % des entreprises qui utilisaient Internet haute vitesse avaient aussi un site Web. Par contre, seulement 29 % des entreprises qui utilisaient Internet faible vitesse avaient un site Web.

De plus, la même tendance se retrouve chez d'autres technologies des communications telles que les intranets et les extranets. Alors que 27 % des entreprises avec un accès à haute vitesse avaient un intranet en 2003, seulement 7 % des entreprises avec un accès à faible vitesse en avaient aussi un. De plus, 10 % des entreprises qui utilisaient Internet haute vitesse avaient un extranet, alors que cette proportion était de 2 % seulement pour les entreprises qui utilisaient Internet faible vitesse.

Non seulement les entreprises qui utilisaient Internet haute vitesse sont plus susceptibles d'utiliser les TIC, mais aussi elles vendent plus souvent en ligne. En 2003, les entreprises qui utilisaient Internet haute vitesse représentaient 97 % de la valeur des ventes en ligne au Canada.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 4225.

L'article analytique intitulé Internet à large bande : plus de limite de vitesse pour les entreprises canadiennes (11-621-MIF2004016, gratuit) est maintenant offert en ligne dans la série Analyse en bref. Pour accéder à cette série analytique, à la page Nos produits et services, sous Parcourir les publications Internet, choisissez Gratuites, puis Commerce.

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Bryan van Tol au (613) 951-6663, Division des sciences, de l'innovation et de l'information électronique.

Enquête sur les entrepreneurs autochtones 2002

En 2002, la majorité des propriétaires d'entreprises autochtones ont rapporté des bénéfices nets et s'attendaient à une croissance de leur entreprise au cours des deux années suivantes, selon une nouvelle enquête.

Les résultats d'une enquête récente auprès de 1 126 entrepreneurs autochtones (Indiens de l'Amérique du Nord, Inuits ou Métis) indiquent que 72 % des entrepreneurs autochtones ont réalisé des bénéfices en 2002 et 43 % ont signalé que leurs recettes de ventes ont augmenté par rapport à 2001. Les ventes sont demeurées stables pour 39 % des entreprises répondantes.

À l'échelle nationale, près de deux propriétaires autochtones sur trois (63 %) prévoyaient une croissance de leurs affaires au cours des deux prochaines années. Cette proportion atteignait 70 % chez les propriétaires d'entreprises de la Colombie-Britannique et du Yukon.

Par contre, 37 % des répondants n'entrevoyaient pas de croissance de leurs activités. De ce groupe, plus de la moitié (56 %) ont cité des entraves à leur développement. La situation économique générale en 2002 constituait l'obstacle le plus souvent cité, suivi des taxes et de l'accès au financement. Les entreprises oeuvrant dans la fabrication, le transport et l'entreposage ont le plus souvent mentionné des obstacles à leur développement tandis que les entreprises se consacrant au commerce de gros et de détail ont été moins portées à mentionner ces obstacles.

La majorité des entreprises (85 %) exploitaient leur entreprise à temps plein en 2002 et deux sur trois étaient en activité depuis plus de cinq ans.

Environ 5 entreprises autochtones sur 10 étaient en exploitation depuis dix ans ou plus dans trois secteurs: les industries primaires; la construction; et la fabrication, les transports et l'entreposage. Les entreprises les plus jeunes faisaient partie des services professionnels, techniques et sociaux où seulement 30 % des entreprises étaient en affaires depuis dix ans ou plus.

Les deux tiers des entreprises dénombrées ont exploité sous une propriété individuelle et plus de la moitié estimaient oeuvrer dans une industrie très concurrentielle.

Les propriétaires d'entreprise autochtones du secteur primaire étaient les plus susceptibles d'embaucher des Autochtones. En effet, 7 sur 10 ont indiqué qu'au moins un ou plus de leurs employés était un Autochtone. C'est dans les services professionnels, techniques et sociaux que l'on a constaté la proportion la moins élevée, soit 44 %. Dans l'ensemble, plus d'un

tiers (35 %) des entreprises autochtones avaient au moins un employé à plein temps.

Un quart des propriétaires avaient suivi une formation au niveau collégial ou universitaire. La comptabilité, la tenue de livres, l'administration commerciale et la gestion comptaient parmi les cours les plus populaires.

Selon les objectifs poursuivis, les entrepreneurs autochtones ont indiqué la stabilité de l'entreprise (84 %) et la rentabilité (80 %) comme très important, suivi de l'emploi pour eux-mêmes et leur famille (69 %). En 2002, un propriétaire d'entreprise sur cinq a déclaré avoir un plan d'affaires pour atteindre ses objectifs.

La plupart (80 %) des propriétaires d'entreprise autochtones ont indiqué qu'ils ont eu besoin de moins de 50 000 \$ pour démarrer leur entreprise. Dans les services professionnels, techniques et sociaux cette proportion atteignait 91 % des entreprises.

Les entreprises du secteur primaire semblent avoir eu un plus grand besoin de financement puisque seulement 72 % d'entre elles ont réussi à démarrer leurs projets d'entreprises avec moins de 50 000 \$.

À l'échelle nationale, les épargnes personnelles des propriétaires (83 %) représentaient la plus importante source de financement. Les épargnes personnelles ont été le plus souvent utilisées par les entreprises de services professionnels, techniques et sociaux, où les frais de démarrage étaient généralement moins élevés. Les prêts commerciaux des banques ou des coopératives de crédit étaient au second rang des sources de financement, utilisés par 51 % de toutes les entreprises autochtones.

La plupart des entreprises autochtones enquêtées ont concentré leurs efforts de ventes sur les marchés locaux. Néanmoins, 13 % des entreprises ont déclaré avoir vendu des biens et des services à l'extérieur du Canada.

Nota : Le présent rapport résume les constatations de l'Enquête sur les entrepreneurs autochtones, menée par Statistique Canada à l'automne 2003 pour le compte d'Industrie Canada (Entreprise autochtone Canada).

L'information recueillie du Recensement de la population de 2001 a permis d'identifier les travailleurs indépendants autochtones aux fins de l'enquête. Au total, 1 126 propriétaires d'entreprises autochtones, résidant, ou non, sur les réserves, ont répondu à l'enquête. Sont incluses dans la population autochtone les personnes ayant déclaré appartenir à au moins un groupe autochtone, c'est-à-dire Indien de l'Amérique du Nord, Métis, ou Inuit et/ou ayant déclaré être un Indien des traités ou un Indien inscrit aux termes de la *Loi sur les Indiens du Canada* et/ou ayant déclaré être membre d'une bande indienne ou d'une première nation.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 5048.

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Gilles Paré au (613) 951-2517 (gilles.pare@statcan.ca), Division des petites entreprises et des enquêtes spéciales. Télécopieur: (613) 951-1572.

Indice des prix des produits agricoles Juillet 2004

Les prix que les agriculteurs ont reçus pour leurs produits agricoles ont augmenté de 3,4 % en juillet comparativement à juillet 2003, selon les données de l'Indice des prix des produits agricoles (IPPA).

L'indice du bétail et des produits d'origine animale a dépassé le niveau de l'an dernier de 17,2 %. Il s'agit de la deuxième hausse consécutive d'une année à l'autre depuis juin 2003. L'indice des cultures a accusé un recul de 8,6 % pour se situer à 96,5 comparativement au niveau de 105,6 atteint en juillet 2003, ce qui prolonge les diminutions mensuelles d'une année à l'autre amorcées en juillet dernier. L'indice des oléagineux, l'indice des cultures spéciales et celui des pommes de terre ont été les seuls indices des cultures à enregistrer une augmentation, alors que tous les indices du bétail et des produits d'origine animale, sauf l'indice de la volaille, se sont accrus par rapport à juillet 2003.

L'IPPA (1997=100) s'est établi à 99,7 en juillet, en baisse de 1,3 % par rapport à l'indice révisé de juin. L'indice total avait atteint un sommet de 111,3 en février 2003 puis s'est rabaissé au creux récent de 93,8 en septembre 2003.

D'un mois à l'autre, l'indice des cultures a fléchi de 2,4 % en juillet. Seuls l'indice des fruits et l'indice des pommes de terre ont crû. Les autres indices ont accusé des reculs allant de 3,5 % pour l'indice des cultures spéciales à 1,0 % pour l'indice des oléagineux.

L'indice des oléagineux a chuté pour s'établir à 104,8 en juillet. Ce dernier a progressé de façon constante passant de 93,6 en novembre dernier à 111,5 en mai. Les prix des oléagineux produits au Canada se sont raffermis, poussés par la consommation mondiale accrue d'oléagineux, le resserrement des approvisionnements de soya produit aux États-Unis et la vigueur des prix du soya. Cependant, les prévisions d'une récolte abondante de soya aux États-Unis cet automne ont commencé à exercer une pression à la baisse sur les prix.

L'indice des pommes de terre a atteint 152,9 en juillet. Il s'agit de la première augmentation d'une année

à l'autre depuis novembre 2002, au moment où les producteurs de pommes de terre ont récolté la première de deux récoltes exceptionnelles consécutives. Cet été, pour la première fois en 16 ans, les producteurs canadiens ont réduit la superficie totale consacrée aux pommes de terre.

L'indice du bétail et des produits d'origine animale a régressé par rapport à l'indice révisé de juin de 102,9 pour s'établir à 102,8 en juillet. D'un mois à l'autre, seuls l'indice des bovins et celui des porcs ont reculé. L'indice des oeufs est demeuré inchangé, l'indice des produits laitiers a augmenté de 2,0 % et l'indice de la volaille a affiché une hausse légère de 0,3 %.

Après une croissance marquée dans les cinq premiers mois de 2004, l'indice des porcs a connu une deuxième diminution mensuelle consécutive, affichant un recul de 2,5 % par rapport à l'indice révisé de juin (100,4). L'indice, qui se situait à 66,1 en janvier, avait enregistré une progression continue jusqu'à ce qu'il atteigne un sommet de 103,6 en mai. Les prix des porcs avaient été soutenus par des exportations vigoureuses et par la forte demande des consommateurs. Toutefois, des approvisionnements suffisants ont rabaissé les prix.

Indice des prix des produits agricoles (1997=100)

	Juillet	Juin	Juillet	Juillet	Juin
	2003 ^r	2004 ^r	2004 ^p	2003	à
		_00.	200.	à	juillet
				juillet	2004
				2004	
				var. en %	
Indice des prix des			_		
produits agricoles	96,4	101,0	99,7	3,4	-1,3
Cultures	105,6	98,9	96,5	-8,6	-2,4
Céréales	109.9	90.5	87,4	-20,5	-3,4
Oléagineux	87,6	105,9	104,8	19,6	-1,0
Cultures spéciales	105,7	111,5	107,6	1,8	-3,5
Fruits	101,5	98,3	99,6	-1,9	1,3
Légumes	110,2	110,5	106,8	-3,1	-3,3
Pommes de terre	145,1	123,8	152,9	5,4	23,5
Bétail et produits					
d'origine animale	87,7	102,9	102,8	17,2	-0,1
Bovins et veaux	63,6	91,2	90,9	42,9	-0,1
Porcs	82,3	103,0	100,4	22,0	-2,5
Volaille	97,1	96,6	96,9	-0,2	0,3
Oeufs	102,0	108,6	108,6	6,5	0,0
Produits laitiers	115,3	118,9	121,3	5,2	2,0

Données révisées.

L'indice des bovins et des veaux a fléchi légèrement (-0,3 %) pour s'établir à 90,9 en juillet 2004. Depuis la découverte de l'encéphalopathie spongiforme bovine (ESB) en mai 2003, les variations de l'indice ont fluctué entre une diminution de 30,1 % en juillet 2003 et une augmentation de 35,4 % en septembre 2003, lorsque l'embargo a été levé pour certaines coupes de boeuf.

La fermeture prolongée de la frontière aux exportations de bovins sur pattes et le nombre record de bovins dans les fermes canadiennes continuent de rabattre les prix.

Données stockées dans CANSIM : tableaux 002-0021 et 002-0022.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 5040.

Le numéro de juillet 2004 de la publication *Indice* des prix des produits agricoles, vol. 4, n° 7 (21-007-XIB, gratuit) est maintenant accessible en ligne. À la page *Nos produits et services*, sous *Parcourir les publications Internet*, choisissez *Gratuites*, puis *Agriculture*.

Pour obtenir des données ou des renseignements généraux, communiquez avec les Services à la clientèle en composant sans frais le 1 800 465-1991. Pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Paul Murray au (613) 951-0065 (paul.murray@statcan.ca), Division de l'agriculture. Télécopieur : (613) 951-3868.

Statistiques des transports en Amérique du Nord

C'est aujourd'hui le lancement officiel de la base de données des *Statistiques des transports en Amérique du Nord* (STAN), une source unique de renseignements en ligne sur les activités de transport.

La base de données est le fruit d'une initiative tripartite prise par les organismes de statistiques et de transports du Canada, des États-Unis et du Mexique.

La base couvre douze domaines d'intérêt spécifiques, incluant le transport et l'économie, le transport de passagers et de marchandises, le transport et la consommation d'énergie, de même que la sécurité dans les transports.

Avec la base de données STAN, des données uniformes et comparables d'un mode de transport à l'autre et d'un pays à l'autre permettront d'évaluer les avantages et les incidences des transports. Cette base permettra ainsi de comprendre l'évolution dynamique des marchés du transport en cette ère de croissance de l'économie mondiale.

Ainsi, par exemple, la base de données montre qu'en 2000, en Amérique du Nord, les industries du transport et les industries liées aux transports ont représenté 15 % du PIB au Canada, comparativement à 11 % aux États-Unis. De plus, environ 15,9 millions de personnes (9 % de la population active occupée en

p Données provisoires

Amérique du Nord) travaillaient dans les industries du transport et dans les industries liées aux transports.

En 2000, plus de 259 millions de véhicules moteurs routiers ont circulé sur plus de 8 millions de kilomètres de routes en Amérique du Nord. La même année, le taux d'accidents de la route mortels par tranche de 10 000 véhicules moteurs routiers a atteint le niveau de 1,6 décès au Canada, comparativement à 1,9 aux États-Unis et 7,0 au Mexique.

La base de données STAN est accessible en ligne (http://nats.inegi.gob.mx/nats/) en français, en anglais et en espagnol.

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Gord Baldwin au (613) 951-0407 (gord.baldwin@statcan.ca), Division des transports.

NOUVEAUX PRODUITS

Direction des études analytiques, documents de recherche : Inégalités au niveau des quartiers, privation relative et état de santé autoévalué, n° 228 Numéro au catalogue : 11F0019MIF2004228 (gratuit).

Analyse en bref : Internet à large bande : plus de limite de vitesse pour les entreprises canadiennes, 2003, n° 16

Numéro au catalogue : 11-621-MIF2004016 (gratuit).

Indice des prix des produits agricoles, juillet 2004,

vol. 4, nº 7

Numéro au catalogue : 21-007-XIB

(gratuit).

Décès, 1991 à 1999

Numéro au catalogue : 84F0211XIF

(gratuit).

Décès, 2002

Numéro au catalogue: 84F0211XIF

(gratuit).

Les prix sont en dollars canadiens et n'incluent pas les taxes de vente. Des frais de livraison supplémentaires s'appliquent aux envois à l'extérieur du Canada.

Les numéros au catalogue se terminant par : -XWF, -XIB ou -XIF représentent la version électronique offerte sur Internet, -XMB ou -XMF, la version microfiche, -XPB ou -XPF, la version papier, -XDB ou -XDF, la version électronique sur disquette et -XCB ou -XCF, la version électronique sur CD-ROM.

Pour commander les produits

Pour commander par téléphone, ayez en main :

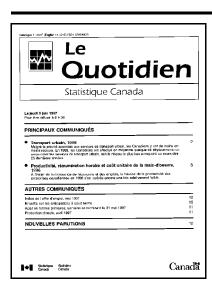
Le titre
 Le numéro au catalogue
 Le numéro de volume
 Le numéro de l'édition
 Votre numéro de carte de crédit.

Au Canada et aux États-Unis, composez le : 1 800 267-6677
Pour les autres pays, composez le : 1 613 951-7277
Pour envoyer votre commande par télécopieur, composez le : 1 877 287-4369
Pour un changement d'adresse ou pour connaître l'état de votre compte, composez le : 1 800 700-1033

Pour commander par la poste, écrivez à : Gestion de la circulation, Division de la diffusion, Statistique Canada, Ottawa, K1A 0T6. Veuillez inclure un chèque ou un mandat-poste à l'ordre du **Receveur général du Canada/Publications**. Au Canada, ajoutez 7 % de TPS et la TVP en vigueur.

Pour commander par Internet, écrivez à : infostats@statcan.ca ou téléchargez la version électronique en vous rendant au site Web de Statistique Canada (www.statcan.ca). À la page Nos produits et services, sous Parcourir les publications Internet, choisissez Payantes.

Les agents libraires agréés et autres librairies vendent aussi les publications de Statistique Canada.



Bulletin officiel de diffusion des données de Statistique Canada

Numéro au catalogue 11-001-XIF.

Publié tous les jours ouvrables par la Division des communications, Statistique Canada, Immeuble R.-H.-Coats, 10e étage, section G, Ottawa, K1A 0T6.

Pour consulter *Le Quotidien* sur Internet, visitez notre site à l'adresse *http://www.statcan.ca*. Pour le recevoir par courrier électronique tous les matins, envoyez un message à *listproc@statcan.ca*. Laissez en blanc la ligne de l'objet. Dans le corps du message, tapez : subscribe quotidien prénom et nom.

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada. © Ministre de l'Industrie, 2004. Il est permis de citer la présente publication dans les journaux et les magazines ainsi qu'à la radio et à la télévision à condition d'en indiquer la source : Statistique Canada. Toute autre forme de reproduction est permise sous réserve de mention de la source, comme suit, dans chaque exemplaire : Statistique Canada, *Le Quotidien*, numéro 11-001-XIF au catalogue, date et numéros de page.